

**Lockington, Elliott (SPAC/PSPC)**

---

**De :** Médias <[media@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:media@tpsgc-pwgsc.gc.ca)>  
**Envoyé :** 10 juin 2020, 12 h 55  
**À :** Reza, Arianne (Ext.); Michael Mills  
**C. c. :** Angela Intranuovo; Bryan Blom; Carole Charette; Caroline Audette; Lord, David (Ext.); Elizabeth Lindsay; Christensen, Esther (Ext.); Boulay, Francois (Ext.); Geneviève Côté; Irene Wu; James Stott; Jean-François Létourneau; Jeff Van Zyl; Jody Wood; Judith Rorai; Julie Hahn; Karim Adam; Liaison; Lucie Brosseau; Maria Cama; Marie-Christine Lalonde; Marie-Claude Hurens; Media; Medias Sociaux / Social Media (TPSGC/PWGSC); Melissa Pacheco; Me'Shel Gulliver Bélanger; Mia Arruda; Mohamed Lash; Nathalie Larocque; Nicholas Dorion; Pamela Eades; Rachel Lagacé; Renee Stephen; Rosemary Kinnis; Sara Lacasse; Sarah Moreau-Bélanger; Selma Mesri; Sonia Harvey; Tracey Paterson; Usman Chaudhry; Amanda Semaan; Annie Scalis; Brigitte Boucher; Crystal Allan; Edith Dauphinais; Haley Walsh; Isabelle Aubin; Jenny Bascur; Michael Milito; Nathalie Bétoté Akwa; Nicolas Boucher; PA DGA Bureau SMA / AP PB ADM Office (TPSGC/PWGSC); Vanessa Audette  
**Objet :** Alerte médias / Niveau 1- COVID-19 – ESN et EPI défectueux/CBC National News (bureau parlementaire)

La demande de renseignements des médias suivante a été désignée comme demande de **niveau 1**.

Le Secteur des communications collaborera avec votre groupe pour rédiger la première ébauche de réponse. Toute nouvelle information qui n'a pas été approuvée précédemment doit être indiquée en mauve.

**Niveau d'approbation le plus élevé : CM**

Réponse approuvée par le SMA du programme : 10 juin 2020, 15 h 05

**Alerte médias**

**CBC National News (bureau parlementaire)**

**Thompson, Elizabeth (CBC National News [bureau parlementaire])**

**Date de réception de l'appel : 10 juin 2020, 12 h 20**

**Date limite : 10 juin 2020, 17 h**

Niveau 1- COVID-19 – ESN et EPI défectueux

**CONTEXTE** (à titre informatif) :

La journaliste cherche à obtenir une liste des contrats liés à la COVID-19 dans le cadre d'exceptions au titre de la sécurité nationale (ESN).

Il a été mentionné au cours de la commission parlementaire d'hier que certains des biens que le gouvernement avait achetés pour la COVID-19 se sont avérés défectueux. Elle espère obtenir une réponse à ce sujet d'ici la fin de la journée, aujourd'hui.

**ÉNONCÉ DE VALEURS :**

## **QUESTIONS ET RÉPONSES :**

**Q1. Pourrais-je obtenir une copie de la liste des contrats attribués dans le cadre d'une ESN, y compris les fournisseurs, la valeur des contrats et les biens ou services fournis?**

**Q2. Pourrais-je obtenir une ventilation des biens qui ont été jugés défectueux, des quantités et des fournisseurs?**

\*\*\*\*\*

### **Réponse fournie à La Presse Canadienne le 29 mai 2020.**

Le gouvernement du Canada s'est engagé dans un effort sans précédent pour acquérir des fournitures et de l'équipement afin de garantir la sécurité et la santé de nos travailleurs de la santé de première ligne et de la population canadienne. La période de pandémie a donné lieu à une augmentation subite de la demande mondiale en équipement de protection individuelle (EPI) et en fournitures médicales nécessaires à l'intervention relative à la COVID-19. Par conséquent, nous devons composer avec un marché hautement concurrentiel et les risques posés par la fragilité des chaînes d'approvisionnement internationales.

Certains des achats effectués pour lutter contre la COVID-19 sont visés par une ESN, ce qui signifie que de nombreux documents d'appel d'offres connexes ne sont pas publiés sur le site Achats et ventes. L'ESN nous permet d'agir le plus rapidement possible pour acquérir de grandes quantités d'équipements vitaux, qui sont ensuite testés et déployés dans le système de santé. Sans l'utilisation de l'ESN, dans certains cas, les appels d'offres doivent rester ouverts pendant des semaines. Étant donné l'urgence des besoins du Canada pour faire face à cette pandémie et l'environnement dans lequel nous évoluons actuellement, il n'est pas faisable de composer avec de tels délais. Des mesures d'assouplissement semblables pour les achats sont mises en place par d'autres pays dans le monde en raison de la COVID-19.

Nous ne fonctionnons pas dans des circonstances normales. Compte tenu de la concurrence mondiale féroce pour les mêmes produits, en divulguant des renseignements sur certains contrats ou fournisseurs, nous pourrions mettre en péril les chaînes d'approvisionnement du Canada pour ces produits vitaux, mettant ainsi en danger leur livraison au Canada et dans les mains des travailleurs de la santé de première ligne.